

## Gabon /Social : Les compatriotes économiquement faibles floués par la CNAMGS ?

29-05-2015

La question fait la une des journaux depuis plusieurs jours. Nombreux sont les gabonais qui se demandent si le projet né d'une initiative présidentielle, cette promesse faite aux Gabonais démunis, traduit la volonté du gouvernement d'étendre la couverture sociale à l'ensemble des citoyens et de moderniser rapidement le système d'assurance maladie.

Le Gabon, pays prospère et indépendant d'Afrique centrale, comptant près de 1,8 millions d'habitants ne saurait laisser ces fils et filles sans une assurance maladie obligatoire.

Aucun ne sait que depuis le 21 août 2007, le gouvernement avait créé par ordonnance la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) qui doit couvrir les frais de santé des chômeurs, des paysans, des travailleurs indépendants, des indigents et de ceux qui sont exclus des structures déjà existantes. La priorité est claire : fournir une assurance maladie aux Gabonais économiquement faibles (GEF) en premier lieu puis étendre la couverture aux autres catégories de populations (les fonctionnaires puis les salariés du privé et les professions libérales).

Sur le terrain, les choses ont du mal à fonctionner comme il se doit. Beaucoup de gabonais immatriculés ont du mal à obtenir des médicaments dans certaines officines pharmaceutiques de Libreville affiliées à La CNAMGS, notamment à Nzeng Ayong, au PK8, au PK 10, PK 12 et même dans le centre ville de la capitale Gabonaise.

« Quand je suis arrivé à la pharmacie, une des serveuses a presque claqué la porte au nez, en me disant on ne prend plus la CNAMGS ici ». « Pour d'autres, il n'y a pas de médicaments ici ooh. Allez y voir ailleurs ! ».

Le constat est clair. Le concept de la CNAMGS sort de ses objectifs en ne satisfaisant plus le plus grand nombre de ses immatriculés. Ce projet ambitieux aux multiples défis devrait être la réappropriation de tous les gabonais.

D'énormes sommes sont consenties par les contribuables pour le bon fonctionnement de la CNAMGS.